

après 1948, la bureaucratie soviétique procéda partout à la restructuration totale de l'appareil d'Etat. La démocratie populaire passait brutalement d'une première phase « frontiste » à ce qui devenait aux yeux de tous une « forme spéciale » de la dictature du prolétariat, parfaitement bureaucratise dès l'origine et fidèle à Moscou. Le stalinisme triomphant se passerait désormais des potiches bourgeoises, la mainmise politique devant être, dans la nouvelle conjoncture internationale, absolue. Ayant imposé des constitutions pseudo-démocratiques calquées sur la constitution soviétique, mis la main sur les postes clefs, noyauté l'armée, forgé une administration locale calquée sur l'U.R.S.S., les staliniens avaient bouleversé de fond en comble la structure de l'appareil d'Etat, qui ne pouvait plus désormais être qualifié de « bourgeois », si les mots ont un sens.

Si le régime politique des années 1945-1947 peut se caractériser, comme le dit Fejtö, « par un *dualisme* entre le pouvoir occulte exercé par les camarillas communistes et une démocratie parlementaire plus ou moins ressemblante à celle de l'Occident », l'année 1948 marque un tournant que les analystes de *Lutte Ouvrière* sous-estiment, en ne la considérant pas sous son aspect de changement *qualitatif*. Même si elle ne fut pas le fait du prolétariat, il y eut destruction de fond en comble de *l'appareil d'Etat bourgeois* — de ces appareils même que les staliniens avaient contribué à construire, au lendemain de la guerre, avant que le fossé ne se creuse entre l'U.R.S.S. et l'Occident.

— C'est cette « russification » qui allait amener la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1951, à revoir sa position sur les Etats du glacis et à en tirer les conclusions qui s'imposaient. Les effets de la guerre froide sur la politique du Kremlin vis-à-vis des pays d'Europe centrale firent que, au 3<sup>e</sup> Congrès, la IV<sup>e</sup> Internationale admit que « l'ensemble des bouleversements économiques, sociaux et politiques intervenus dans le glacis (avaient) pris une telle ampleur que *la réintégration de ces pays dans l'orbite capitaliste ne pourrait plus être envisagée comme pouvant se faire à froid, mais au travers d'une contre-révolution capitaliste* ». Ce revirement, accompli sur la base de la nouvelle situation internationale, ne fut pas accompli sans prudence ni réflexion, les conclusions tirées de l'analyse de la situation concrète furent d'abord négatives : les pays de l'Est échappaient désormais à la zone capitaliste, même sans révolution prolétarienne... De cette constatation on ne pouvait déduire, en bonne logique, que ceci : le pouvoir politique était passé des mains d'une combinaison staliniens-petite-bourgeoisie à celles des seuls staliniens. Dès lors, ces Etats ayant été dotés d'une économie étatisée et planifiée, ils étaient devenus, à l'image de l'U.R.S.S., *des Etats ouvriers déformés*, où le prolétariat devrait accomplir, comme en U.R.S.S., une révolution *politique*, et non une révolution *sociale*. De cela, il fallait accepter les implications, et les camarades en vinrent à ce que *Lutte Ouvrière* considère comme une trahison du marxisme : « il s'est avéré que l'action révolutionnaire *n'est pas une condition indispensable* pour que la bureaucratie puisse détruire le capitalisme dans des conditions exceptionnelles analogues et dans un climat international comme celui de la guerre froide ». De même pourrait-on dire en ce qui concerne les autres secteurs de la révolution, en particulier le tiers monde, qu'il n'est pas indis-

pensable, compte tenu du poids du stalinisme, que ce soit le prolétariat lui-même en tant que tel qui accomplisse la révolution, pour que soit accomplie une révolution authentiquement prolétarienne, même si elle comporte nombre de carences. Ce n'est donc pas par un simple coup de baguette magique que ces Etats sont devenus « ouvriers » vers 1948-1949. Il n'en demeure pas moins que, pour « ouvriers » qu'ils soient, ces Etats présentent toutes les tares de leur « modèle » : il est bien évident que l'Armée Rouge, même là où elle rencontra un appui effectif dans la population, ne pouvait qu'imposer cette caricature monstrueuse de dictature du prolétariat qu'est l'Etat soviétique.

### *L'évolution des pays de l'Est européen et leur nature de classe*

Mais, rétorquent les camarades de *Lutte Ouvrière*, si vous admettez que les démocraties populaires sont des Etats ouvriers dégénérés, et non des Etats bourgeois, comment expliquerez-vous qu'ils ne cessent de ruer dans les brancards, de tenter de se libérer de la toute-puissante emprise soviétique pour retourner dans le giron de l'impérialisme ? Cela se conçoit très bien si on le comprend comme une lutte entre deux types d'Etats différents par leur nature de classe, mais on ne voit pas pourquoi des pays de même nature que l'U.R.S.S. voudraient s'en éloigner. De fait, en rompant avec la bureaucratie soviétique et en renouant les contacts avec le marché capitaliste, *ces pays ne feraient que suivre la voie conforme à leur nature de classe bourgeoise*.

Pour répondre à cet argument, il nous faut revenir sur un certain nombre de choses, et d'abord sur les raisons qui font que *Lutte Ouvrière* qualifie ces Etats de bourgeois.

*Premier argument : leur origine historique.* Nous avons essayé de démontrer que l'argument selon lequel la révolution n'a pas été faite par le prolétariat de ces pays, pour capital qu'il apparaisse, n'était plus suffisant compte tenu du stalinisme et de la période de genèse des démocraties populaires. Cela permet d'expliquer que ces Etats soient effectivement des instruments de répression vis-à-vis de la classe ouvrière (Pologne, Hongrie en 1956), car, là comme ailleurs, le stalinisme a joué et continue à jouer son rôle de fossoyeur de la révolution. Mais l'on ne peut en conclure comme le fait *Lutte Ouvrière* que l'Armée Rouge « est intervenue en 1945 comme une force contre-révolutionnaire destinée à empêcher l'éclosion de la révolution prolétarienne, remplissant rigoureusement le même rôle qu'aurait rempli en pareilles circonstances une armée capitaliste ». S'il est de fait que le rôle essentiel de l'Armée Rouge, au lendemain des accords de Yalta, eut pour but que les mouvements de résistance ne se transforment pas en révolutions prolétariennes, étant donnée la politique des fronts nationaux, *la nature* des bouleversements sociaux-économiques accomplis nous interdit de partager la deuxième partie de la citation de *Lutte Ouvrière*. De plus, il convient d'apporter quelques rectifications d'ordre historique. Il faut tenir compte, ce que ne fait guère la brochure des camarades sur les démocraties populaires, des différences spécifiques entre les pays, même si pour l'essentiel le processus a été partout le